

Article paru en mars 2006 dans « Terres Civiles » - revue trimestrielle du Centre pour l'action non-violente (Cenac), Rue de Genève 52, 1004 Lausanne, suisse

Sciences et citoyenneté : le Mali dit non aux OGM

Les paysans du Mali, réunis en jury citoyen, refusent les OGM pour préserver leur qualité de vie et ne pas dépendre des multinationales

Est-il possible pour de simples citoyens de participer activement aux prises de décision concernant les choix technologiques, les politiques de développement agricole ou industriel, l'évaluation des risques liés aux avancées de la science ? Depuis un quart de siècle, des procédures ont été mises en place, principalement dans les pays du Nord, pour tenter de contrer l'arrogance des technocrates et le culte des experts. Dans le sillage des conférences de consensus danoises ou des conférences de citoyens françaises, ces méthodes participatives ont largement fait la preuve de leur pertinence en tant que laboratoires d'échanges de points de vue, permettant de donner aux décideurs politiques une « photographie » exacte de l'état de l'opinion sur un sujet donné.

En Suisse, par exemple, un PubliForum sur les OGM a été organisé en 1999 déjà par l'Office fédéral d'évaluation des choix technologiques (TA-Swiss).ⁱ Après avoir reçu une abondante documentation et auditionné de nombreux experts d'opinions diverses, la trentaine de citoyens impliqués dans le processus ont émis une série de recommandations destinées aux autorités fédérales. Leur principale proposition, un moratoire de cinq ans sur les OGM, ayant été refusée par le Parlement, une initiative « Stop OGM » a été lancée par des organisations écologistes et paysannes, et le principe du moratoire s'est finalement imposé en votation populaire, le 27 novembre 2005, avec une majorité inhabituellement nette (56%) pour ce type de scrutin – signe que le PubliForum de 1999 avait bien été un laboratoire démocratique fiable.ⁱⁱ

Dans les pays du Sud, où les élites gouvernantes, souvent formées en Occident, ont tendance à être plus « modernistes » que les populations, ces expériences de démocratie participative sont encore rares. Je voudrais ici rendre compte de l'une d'elles, à laquelle j'ai eu la chance d'assister dans le cadre de mon travail à l'Interface sciences-société de l'université de Lausanne.

Du 25 au 29 janvier 2005, soit aux mêmes dates précisément que le World Economic Forum de Davos ;-), c'est une tout autre agora qui s'est tenue à Sikasso, paisible bourgade du sud du Mali. Pendant cinq jours, par une chaleur torride, un jury citoyen composé de 45 paysans ordinaires, représentatifs de la population, a auditionné des témoins experts favorables ou défavorables aux OGM avant d'émettre une série de recommandations quant aux OGM et à l'avenir de l'agriculture malienne. Cette expérience de démocratie participative, une première en Afrique de l'Ouest, était organisée par l'Assemblée régionale de Sikasso (parlement provincial). Elle a bénéficié de l'aide financière de la Coopération suisse (DDC) et de l'appui méthodologique de chercheurs du Réseau interdisciplinaire Biosécurité (RIBios), basé à l'Institut universitaire d'Etudes du Développement de Genève.ⁱⁱⁱ

Au Mali, où les mouvements de consommateurs sont quasi-inexistants, c'est la problématique du coton, principale source de devises du pays, qui est au centre des débats. Ceci dans un contexte de fortes pressions sur les pays d'Afrique de la part des multinationales agroalimentaires, Monsanto et Syngenta, qui prônent l'industrialisation du secteur agricole et l'ouverture des marchés aux cultures transgéniques – notamment le fameux coton Bt qui produit une toxine efficace contre certains ravageurs, ce qui permettrait en théorie de réduire le recours aux pesticides.

Les 45 paysans membres du jury, dont de nombreuses femmes vêtues de couleurs éclatantes, ont auditionné une quinzaine de témoins experts venus d'Afrique, d'Inde et

d'Europe. Biologistes, ingénieurs agronomes, membres d'ONG ou délégués d'associations paysannes ont répondu à des interrogations passionnées sur les avantages et inconvénients des OGM : risques pour l'environnement et la santé, facteurs socio-économiques, questions éthiques et culturelles. En bambara, OGM se dit *Bayéré ma'shi*, « mère nourricière transformée ». Dans une vision animiste du monde, très présente au Mali sous un vernis musulman, il est clair que la simple matérialité du génie génétique – prendre des gènes d'une espèce pour les introduire dans une autre espèce – avait de quoi déranger de nombreux auditeurs.

« Les OGM risquent de détruire le sens de l'amitié »

En l'absence des multinationales agroalimentaires, qui refusent régulièrement de participer à de tels forums ouverts, c'est un agriculteur sud-africain « recommandé » par Monsanto qui a été le principal avocat des OGM. Le fermier zoulou T.J. Buthelezi cultive du coton Bt depuis 1996 et assure que les meilleurs rendements de son exploitation lui ont apporté la richesse ; son exemple a du reste été suivi par 90% des producteurs sud-africains. Mais cet exemple de succès s'est trouvé confronté au témoignage dramatique d'agriculteurs de l'Andhra Pradesh, un état du centre de l'Inde : le coût élevé des semences Bt, joint à des rendements plus décevants que ceux des cultures traditionnelles, y a entraîné la ruine de nombreux petits paysans. Les demandes d'indemnisation adressées à Monsanto ayant été rejetées, l'Andhra Pradesh a récemment interdit à la firme d'opérer sur son territoire.

Le problème crucial du brevetage du vivant a été longuement évoqué, notamment par la généticienne béninoise Jeanne Zoundjhekon : « Les semences Bt sont protégées par des brevets qui donnent aux firmes un pouvoir absolu sur les agriculteurs. Les petits paysans n'ont plus le droit de garder des semences d'une récolte pour les replanter l'année suivante, comme ils l'ont toujours fait, sous peine de poursuites judiciaires. »

Pour des paysans certes pauvres, mais fiers de la valeur de leurs traditions, de tels arguments ont été décisifs. Le verdict du jury citoyen n'a donc surpris personne : c'est non. À l'unanimité, les cultivateurs réunis à Sikasso refusent toute introduction d'OGM au Mali, leur premier souci étant de préserver les semences locales et les savoir-faire traditionnels pour ne pas devenir dépendants des multinationales. « Nous voulons rester maîtres de nos champs, nous ne voulons pas être des esclaves », affirmait l'un des porte-parole, Brahim Sidebe, cependant que Birama Kone mettait l'accent sur la sauvegarde de la qualité d'un mode de vie convivial : « Nos fermiers sont habitués à s'entraider, et les OGM risquent de détruire le sens de l'amitié et de la solidarité. » Déléguée des femmes, Basri Lidigoita préconisait pour sa part d'orienter les recherches vers l'amélioration des semences locales et une meilleure formation des petits paysans, notamment aux techniques d'agriculture biologique.

Transmises à l'Assemblée régionale de Sikasso, les recommandations du jury citoyen seront prochainement restituées au niveau national.^{iv} Bien qu'elles n'aient pas de force contraignante, elles devraient être prises en compte, car le Mali a signé le protocole de Cartagena sur la biodiversité, et le projet de loi qui en découle prévoit l'organisation de procédures de participation du public avant toute introduction d'OGM, même pour la recherche. Les décideurs maliens se montreront-ils plus avisés que leurs homologues de pays centralisateurs comme la France, où les élites ont tendance à se fier aux experts les plus technocrates ? La tentation du dédain face à l'opinion publique a mené en France à des actions de résistance civile dont les fauchages de champs OGM par les militants de la Confédération paysanne sont une illustration. Au Mali, les autorités sont aussi prévenues. « Nous ne voulons pas d'OGM, jamais, s'est exclamée Basri Lidigoita. Et si des paysans en cultivent illégalement, nous brûlerons leurs champs ! »

Une version différente de cet article est parue dans l'hebdomadaire *Terre et Nature*.

ⁱ Intitulé « Génie génétique et alimentation », ce PubliForum a fait l'objet d'un rapport disponible sur le site www.ta-swiss.ch.

ⁱⁱ Voir à ce sujet l'excellent documentaire de Jean-Stéphane Bron « Mais im Bundeshuus » (Le génie helvétique).

ⁱⁱⁱ Le RIBios a publié des cahiers thématiques et un ouvrage collectif, *Les usages de la précaution*, Revue européenne des sciences sociales, Cahiers Vilfredo Pareto No130, Librairie Droz Genève-Paris. Il organise également une formation continue en biosécurité aux universités de Genève et Lausanne – prochainement à Bamako. www.ribios.ch/

^{iv} Le texte complet de ces recommandations peut être consulté sur le site du RIBios.